

Mars 2015

➤ "ON THE WAY TO COP21" : 12 ET 13 MARS À PARIS

Royaume Uni
Belgique Pays Bas
Etats-Unis Luxembourg
Lettonie Autriche Roumanie
Italie Japon Estonie
Pologne Serbie Nigeria
Tchéquie Croatie Suède
Espagne Tunisie Canada
Niger Slovénie Arabie Saoudite
Allemagne
Suisse

Près de 25 pays étrangers (ci-contre) seront représentés au 4^e Forum Européen de l'Énergie les 12 et 13 mars 2015 à l'hôtel Intercontinental Marceau. Cette année se posera la question « **Comment agir efficacement contre le changement climatique ?** ». Des orateurs venus d'une dizaine de pays présenteront les politiques climatiques de leur pays en précisant comment les **objectifs climatiques** s'articulent – ou non – avec les autres objectifs. Deux sessions seront consacrées aux questions cruciales du **financement et de la coopération internationale**.

Représentants d'entreprises ou de gouvernements, banquiers, consultants ou universitaires apporteront leur contribution en proposant des réponses pragmatiques à la question posée par le forum. Un atelier sur le trilemme

énergétique mondial du Conseil Mondial de l'Énergie, ouvert à tous les participants, tentera de mieux comprendre les principaux défis et opportunités de l'Union européenne. La session de conclusion, animée par Olivier Appert, président du CFE, rassemblera une table ronde qui formulera des recommandations. Marie-José Nadeau, présidente du Conseil Mondial de l'Énergie, clôturera le forum.

Une traduction simultanée en français et en anglais sera disponible lors de cet événement. Programme détaillé et inscriptions sur <http://wec-france.org/onthewaytoCOP21.php>.

➤ LES DÉFIS DE L'AFRIQUE (1/2)

Le Conseil Mondial de l'Énergie a proclamé 2015 « année de l'Afrique » lors de la conférence Africa Energy Indaba 2015, qui s'est déroulée les 17 et 18 février à Johannesburg en Afrique du Sud.

« C'est l'occasion pour les Africains de raconter l'histoire de l'Afrique, de contester et de clarifier les idées fausses sur le continent », a déclaré Brian Statham, président de la conférence.

Plus de 620 millions d'Africains sub-sahariens n'ont pas accès à l'électricité et environ 730 millions cuisinent à partir de la biomasse solide.

Malgré une croissance entre 2000 et 2012 de 45 % de la demande d'énergie en Afrique sub-saharienne, le continent représente seulement 4 % de la demande d'énergie mondiale mais 13 % de la population mondiale. On reste loin d'un accès universel à l'énergie dans les décennies à venir : les scénarios du CME prévoient qu'entre 260 et 400 millions d'Africains sub-sahariens seront encore privés d'accès à l'électricité en 2050.

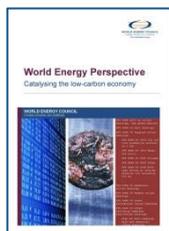
Près d'un tiers des découvertes de puits de pétrole et de gaz au cours des cinq dernières années ont été faites en Afrique sub-saharienne, foyer de plusieurs grands producteurs d'énergie comme le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Angola. Des découvertes gigantesques de gaz naturel ont été faites au large des côtes du Mozambique et de la Tanzanie, qui devraient tous deux devenir des exportateurs de gaz naturel liquéfié au cours de la prochaine décennie. La région est également dotée d'énormes ressources énergétiques renouvelables. *Suite au verso...*



➤ ÉNERGIE ET MONDIALISATION

Les grandes lignes du prochain appel à propositions de recherche du CFE ont été arrêtées lors du dernier Conseil scientifique, le mardi 3 mars 2015. Le thème retenu est « **Énergie et mondialisation** ». Très général, il recouvre trois axes qui seront particulièrement privilégiés : intégration des marchés de l'énergie ; dynamiques industrielles et stratégies d'acteurs ; énergie, développement et contraintes globales. Le terme « Énergie » renvoie naturellement à toutes les énergies sans exception et à toutes les technologies. L'appel à propositions de recherche concerne toutes les disciplines de l'économie et sera publié au début du printemps. Les équipes intéressées peuvent d'ores et déjà manifester leur intérêt à recherche@wec-france.org.

➤ ENVIRONNEMENT ET COMMERCE INTERNATIONAL



Le commerce mondial des biens environnementaux est estimé à environ 1 000 milliards de dollars par an, et croît rapidement. Alors que les pays s'efforcent de fournir des systèmes d'énergie sûrs, abordables et respectueux de l'environnement, la réduction, voire l'**élimination des barrières tarifaires** pour les biens environnementaux s'avère être un **outil essentiel** pour réduire leur coût et accroître leur diffusion.

S'appuyant sur des travaux antérieurs, la récente publication du CME, [disponible en ligne](#), intitulée « **Catalysing the low-carbon economy** » propose une liste de produits à inclure dans un accord sur les biens environnementaux (Environmental Goods Agreement) dans le cadre des négociations de l'OMC. La liste référence 112 produits, regroupés dans cinq catégories : efficacité énergétique ; énergies renouvelables (hydroélectricité, solaire, éolien) ; gaz naturel ; captage et stockage du carbone ; nucléaire.

Toutes ces propositions ont pour objectif de montrer que la libéralisation du commerce peut contribuer simultanément à la croissance économique et à un environnement durable.

➤ LES DÉFIS DE L'AFRIQUE (2/2)

« L'Afrique doit d'abord réduire les risques politiques, en améliorant l'équilibre de son trilemme énergétique afin d'attirer les investissements. » a déclaré Christoph Frei, secrétaire général du Conseil Mondial de l'Énergie.

« Cela doit permettre d'intensifier l'intégration régionale et de déverrouiller un énorme potentiel inexploité dans l'hydroélectricité, les nouvelles énergies renouvelables et le gaz naturel. L'Afrique du Sud doit regarder comment utiliser ses ressources de gaz non conventionnel afin de réduire sa dépendance au charbon et diversifier son bouquet énergétique. »

Brian Statham ajoute que « **l'Afrique est dans une situation précaire**. Nous avons besoin de financements mais nous ne sommes pas perçus comme attractifs en termes de risque. Les problèmes concernent l'instabilité politique, les conditions climatiques extrêmes, le manque de compétences et l'insuffisance de l'organisation administrative ainsi qu'un environnement réglementaire et bancaire pas assez robuste pour encourager des investissements importants. Il y a une vraie nécessité de se concentrer sur ces obstacles car la perception est souvent loin de la réalité actuelle et il y a un manque de compréhension du continent africain. Mais il y a un travail extraordinaire qui se fait, et la conférence Indaba est une occasion unique pour raconter l'histoire de l'Afrique et initier les efforts pour libérer son potentiel d'investissement. »

L'année de l'Afrique se terminera par l'assemblée exécutive du Conseil Mondial de l'Énergie qui aura lieu du **24 au 30 octobre 2015 à Addis Ababa**, en Ethiopie.

➤ (EN)JEU CLIMATIQUE

Le « **calculateur mondial** » est un outil en ligne qui rassemble plusieurs scénarios énergétiques intégrant notamment la dimension climatique. Parmi ceux-ci, on trouve les scénarios du Conseil Mondial de l'Énergie, *Jazz* et *Symphonie*, ou encore les scénarios de l'AIE.

Gratuit et interactif, le calculateur permet de comprendre le lien entre nos modes de vie, l'énergie que nous utilisons et les conséquences sur le climat. Facile à utiliser, il permet de modifier des paramètres, du côté de l'offre comme de la demande, et d'en constater immédiatement les conséquences. C'est cependant un outil « dangereux » dans le sens où, si ses qualités pédagogiques sont réelles, il ne propose que des résultats mondiaux, sans décomposition régionale permettant d'évaluer la répartition des efforts demandés. Enfin, il n'échappe pas au syndrome de l'apprenti-sorcier si l'on ne réfléchit pas assez à la signification des modifications des paramètres que l'on introduit.

À utiliser avec précaution : <http://tool.globalcalculator.org>.